

Auteurs: Anaïs GERVAIS, Florie HÉRAUT

Contents

- [0.1 Introduction](#)
- [1 Le corps militaire au pouvoir](#)
 - [1.1 La junte militaire birmane](#)
 - [1.2 Intervention de l'armée](#)
- [2 Les interventions militaires durant la période 2000s-2010s](#)
 - [2.1 Le monopole militaire sur la politique et l'économie](#)
 - [2.2 Le pouvoir de l'armée sur la population](#)
- [3 Les atouts et les limites du "modèle pour la nation" : une voie vers la démocratie ? \(2010 -2017\)](#)
 - [3.1 Une métamorphose progressive ...](#)
 - [3.2 ... mais lente](#)
 - [3.3 Conclusion](#)

Introduction

La Birmanie, ou la République de l'Union du Myanmar, est un État de plus de 53 millions d'habitants situé aux frontières de la Chine et de la Thaïlande. Pourquoi ce pays possède-t-il deux noms ? La "Birmanie" désigne l'État dont l'ethnie majoritaire est Birmane. Or les autres ethnies présentes sur le territoire revendiquent leur propre identité, ce qui est à l'origine des nombreux conflits ethniques. La Birmanie, rebaptisée par la Junte au pouvoir "Union du Myanmar" en 1989, pour prendre en compte la requête de ses populations, présente l'aspect d'une mosaïque inachevée¹. La mosaïque, ce sont ces centaines d'ethnies, de langues, de cultures qui s'entrecroisent sur un territoire à la confluence de la Chine, de l'Inde et de la Thaïlande, de l'hindouisme et du bouddhisme.

Le régime colonial imposé sur le pays de 1924 à 1948 par les Britanniques a conduit à scinder le système administratif du pays et créer de nouvelles tensions entre les minorités ethniques et la population d'origine birmane s. Après cinquante années de domination coloniale, la Birmanie devient indépendante en 1948, mais les cicatrices de la colonisation britannique ont entraîné une aggravation des relations inter-ethniques, ainsi que

l'apparition d'un sentiment de xénophobie au sein du peuple birman. A cette période l'armée se veut garante de l'union du pays et de ses habitants contre ces différents fléaux : l'apparition des guerres civiles et la menace des pays étrangers. Elle se sent prête à mener le pays vers un État de démocratie tant que l'armée reste aux commandes de celui-ci.

La résolution du patronyme est un exemple qui illustre le modèle paternaliste, dictatorial et "pacifiste" exercé par l'armée. Malgré la crainte éprouvée par la population, l'acceptation des propositions de la junte militaire, tel que le nouveau nom du pays, prouve que celle-ci reste crédible aux yeux des habitants. La junte militaire se veut être un gouvernement modèle pour son pays. Pour le pouvoir militaire la démocratie n'est pas forcément un modèle idéal susceptible de rendre l'Etat plus fort pour son peuple. On peut donc se demander si la prédominance de la junte militaire est un atout ou un frein au modèle national qu'elle prétend établir ?

Tous d'abord, nous étudierons la structure du corps militaire birman, son rôle, son idéologie, ainsi que son évolution. Puis nous exposerons les différentes interventions de l'armée dans le pays avec l'objectif de le transformer en État modèle et démocratique à l'image de l'armée. Enfin, nous terminerons par la question du modèle pour la nation et de ses atouts et inconvénient dans l'objectif de faire du Myanmar un Etat modèle sur la voie de la démocratie.

Le corps militaire au pouvoir

La junte militaire birmane

Les forces armées du Myanmar, plus communément appelées Tatmadaw (တပ်မတော်) sont l'organisation militaire du pays. Les forces armées sont administrées par le ministère de la Défense et se composent de l'Armée de terre, de la Marine et de l'Armée de l'air. Les forces armées incluent aussi les services auxiliaires que sont la police militaire birmane et les forces frontalières. La police militaire birmane, autrefois connue sous le nom de "Force de police du peuple" a été créée en 1964 comme un département du ministère de l'Intérieur birman. Elle a été réorganisée le 1er octobre 1995 et intégrée informellement à la Tatmadaw. Son actuel directeur général est le général de brigade Khin Yi, dont le quartier-général est à Rangoon. Sa structure de commandement est basée sur les juridictions civiles. Chacun des sept états et des sept régions a sa propre police militaire, commandée depuis sa capitale. Les forces frontalières (*Na Sa Kha*) sont maintenant présentes sur les cinq frontières internationales du pays. Elles sont principalement formées de membres de la

Tatmadaw (dont des agents de renseignement), assistés de membres de la police militaire, d'agents de l'immigration et des douanes. Leurs effectifs totaux sont inconnus.

Pour poursuivre l'objectif national de construire une nation paisible, moderne et prospère, le chef de Tatmadaw a décidé de transformer les forces armées existantes en force "moderne, tenace, efficace et performante". C'est dans ce contexte que Tatmadaw a défini sa politique de défense et sa mission de renforcer la sécurité du pays. Lors de son discours aux hauts commandements en juillet 1997, le « Grand général » Than Shwe a expliqué la nature de la politique de défense du Myanmar et de ses missions pour la première fois. Cependant, rien n'a été révélé au public jusqu'en février 1999. Le document officiel contient une longue discussion sur la généalogie du Tatmadaw et affirme que Tatmadaw serait née dans le but de retrouver l'indépendance du Myanmar, autrement dit, les forces armées seraient les héros de la liberté nationale. Il y est indiqué aussi : *"A la lumière du contexte historique du Myanmar, de la situation géographique, des conditions socio-économiques, ainsi que de l'ensemble de la conjoncture régionale, on ne peut que comprendre la politique de défense nationale du Myanmar."*²

Dans cet objectif de défense de la Nation, le Tatmadaw a annoncé solennellement ses missions qui sont :

- Construire un Tatmadaw fort, capable et moderne, s'engageant dans les forces auxiliaires dans le but de concrétiser les trois grandes causes nationales : la non-désintégration de l'Union du Myanmar, la non-désintégration de la solidarité nationale et la conservation du règne national.
- Former un système de défense moderne populaire pour la défense et la sécurité nationale (où les populations seront mobilisées pour aider le pays à construire un État fort)
- Garder la constitution étatique et préserver la nouvelle nation qui émergera en suivant les préceptes de la constitution pour le développement à long terme.
- Améliorer les performances des forces de défense dans tous les domaines (militaire, politique, économique et administratif) dans le but de construire le rôle du future dirigeant de cette politique nationale.

- Toujours porter et maintenir les douze objectifs de l'État pour des causes nobles telles que la justice, la liberté et l'égalité pour garantir la sécurité des intérêts économiques nationaux, ainsi que la liberté et la sécurité des citoyens.

Par cette constitution, l'armée veut établir un ordre politique où l'Union du Myanmar deviendra un État fort, avec des citoyens dévoués et une armée protectrice.

Le Tatmadaw est passé par plusieurs phases de développement sur le plan idéologique. La toute première doctrine militaire du Tatmadaw a été formulée au début des années 1950. Malgré le fait que les forces armées continuent encore de privilégier les opérations de sécurité interne, la première doctrine militaire était paradoxalement le renforcement de la sécurité externe. L'officier de l'état-major au bureau de la Guerre, le Lieutenant-Colonel Maung Maung, le principal chef de file de la doctrine du Tatmadaw, a étudié tous les facteurs susceptibles d'influencer la doctrine de l'armée. Deux facteurs au moins ont inspiré Maung Maung : l'une était sa forte conviction anti-communiste et l'autre son désir d'améliorer sa propre image de chef. N'ayant aucune expérience au combat,

Maung Maung occupait essentiellement la fonction de stratège au Bureau de la Guerre. Tenant compte de la situation politique de l'époque, la Chine constituait pour lui une menace et, fasciné par les rédactions autour de la guerre moderne, il a dressé un plan de défense basé sur la guerre conventionnelle, avec de larges divisions de l'armée, équipées de tanks et d'armes blindées. La mobilisation de masse autour des efforts de guerre représentait une part très importante du plan de Maung Maung. Son objectif était de contenir les attaques adverses à la frontière pendant au moins deux mois, en attendant l'arrivée des forces internationales. Cependant, cette stratégie manquait de chefs pour diriger les armées, de système de logistique, ainsi qu'un manque d'entraînement à la guerre. Il fallait encore renforcer les qualités de combat et de ravitaillement des forces armées.

Au début des années 1950, alors que la Tatmadaw avait réussi à maîtriser les insurrections marxistes, karen et môn et à reprendre le contrôle d'une grande partie du territoire, les troupes du Kuomintang (KMT), parti nationaliste chinois anti-communiste, avec à leur tête le général Li Mai, ont envahi le nord du pays avec le soutien des États-Unis. Elles souhaitaient utiliser la Birmanie comme une base pour attaquer la République populaire de Chine, ce qui faisait de cette dernière une menace pour le Myanmar. La doctrine de Maung Maung a été testée pour la première fois en février 1953 lors de l'Opération "Naga Naing"

contre le Kuomintang, mais elle s'est soldée en défaite humiliante pour la Tatmadaw. Son commandement affirme que la couverture médiatique excessive des opérations aurait été la cause de son échec. Maung Maung a expliqué par exemple que les journaux comme *The Nation* avaient publié des reportages détaillés sur l'entraînement et la position des troupes, allant jusqu'à citer les noms et les origines des commandants des opérations, réduisant à néant l'effet de surprise. Le colonel Saw Myint, commandant en second de l'opération, s'est plaint aussi des longues lignes de communication et de la pression exercée sur les unités en termes de relations publiques, pour montrer que le peuple soutenait l'opération.

A travers les tentatives de réforme politique, telle que la doctrine de Maung Maung, l'armée commence à prendre de l'importance au niveau de la défense du pays et de son organisation. Deux membres importants de l'armée ont particulièrement marqué l'histoire du développement de la Tatmadaw : Ne Win et Thein Sein.

Le général militaire Ne Win prend le pouvoir par un coup d'état en 1962, alors que la Birmanie connaît une démocratie naissante et y impose une dictature stricte pendant vingt-six années.³ Parmi les nouvelles lois promulguées, les universités sont les premières visées. Ne Win impose dès le début un couvre-feu à vingt heures afin d'empêcher les groupes d'élèves de se former ou de se rejoindre. La population, particulièrement les étudiants, protestent contre ce nouveau pouvoir le 7 juillet 1962. Pour contrer la manifestation, le général répond par l'envoi de troupe dans les universités. L'insurrection ne cessant pas, l'armée n'hésite pas à tirer sur la foule, tuant ainsi de nombreux civils. Elle reconnaîtra avoir ôté la vie à une dizaine de personnes, alors qu'une centaine d'étudiants ont été tués et des milliers d'autres considérés comme des dissidents ont été emprisonnés. Le général Ne Win fait donc appliquer ses idées à l'aide de mesures extrêmes.

Ne Win veut appliquer de nouvelles lois politiques et économiques dans le pays. Tout d'abord, il souhaite revoir la redistribution des terres et des richesses et déposséder les étrangers de leurs biens. Il remplace également les hommes politiques autonomes par des membres de l'armée chargés de servir la nation. Il réforme également l'administration en remplaçant de nombreux agents par des membres de l'armée. Ainsi, environ deux mille civils se voient contraints de céder leur poste dans l'administration à des hommes du Tatmadaw. Le pouvoir se concentre entre les mains des militaires. Enfin, les différentes ethnies perdent l'autonomie qu'elles avaient durement acquise.

Au niveau économique, le gouvernement de Ne Win décide de mettre en place un plan de nationalisation concernant les banques, les grands magasins, ainsi que toutes les industries du pays. Les écoles privées sont également nationalisées et le birman est imposé dans tous les établissements. Au même moment, les missionnaires étrangers, ainsi que toutes

fondations étrangères sont expulsés du pays. Le Tatmadaw met en place de nouvelles mesures afin de restreindre l'entrée dans le pays. Durant la dictature, le domaine agricole est profondément touché. Les agriculteurs, forcés de vendre leur riz au gouvernement à un prix plus bas que celui du marché, abandonnent leurs efforts tandis que certains accumulent les récoltes afin de les vendre au marché noir. Ainsi commencent les difficultés économiques du pays. Le riz étant la matière première d'export de la Birmanie, la baisse de production entraîne une baisse des revenus pour le gouvernement qui n'est alors plus en mesure de payer les importations⁴.

La politique militaire précédente était très stricte et le système demeurait fortement verrouillé depuis la constitution de 2008. Une nouvelle constitution est promulguée grâce à un référendum frauduleux, à la suite duquel un gouvernement est mis en place en novembre 2010, après une élection qui s'avérait truquée. De ce fait, le Parti pour la solidarité et le développement de l'Union, incluant les membres militaires, s'est vu attribué une grande majorité des sièges du parlement. Thein Sein, ancien général de l'armée du Tatmadaw, prend la tête du pouvoir. Cependant, contre toute attente, Thein Sein assouplit la politique militaire appliquée au pouvoir par des actions significatives telles que la libération de prisonniers par centaines ou encore l'adoucissement de la censure des médias. La décision la plus importante est celle prise au sujet d'Aung San Suu Kyi, l'autorisant désormais à faire partie du monde politique en se présentant aux élections législatives de 2012. Par la suite, Aung San Suu Kyi fait son entrée au parlement du Myanmar. Le but de cette politique menée par Thein Sein est d'améliorer l'image du Myanmar à l'international afin d'attirer des investissements étrangers dans le pays. Les efforts fournis par le gouvernement de Thein Sein sont reconnus par les Etats-Unis et l'Europe qui mettent un terme aux sanctions économiques à l'encontre du pays, jusque-là jugé peu fréquentable et irrespectueux des droits humains⁵.

Intervention de l'armée

Depuis l'indépendance en janvier 1948, le Tatmadaw constitue une part importante dans la restauration et le retour aux lois et à l'ordre. Les forces armées font partie des institutions les plus importantes du Myanmar. Lors de la guerre civile de la fin des années 1940 et début des années 1950, le Tatmadaw a à la fois supprimé les insurrections communistes et séparatistes. Pendant qu'elles s'engagent dans les opérations d'urgence, les forces armées ont aussi repoussé les étrangers du pays. Cependant, en octobre 1958, la situation politique s'est aggravée à tel point que la crise de sécurité nationale était imminente. Le

gouvernement civil de l'époque, à la demande des "Senior Tatmadaw Commanders", a accepté de transférer le pouvoir étatique au Tatmadaw. Le 28 octobre 1958, le Tatmadaw a fait appel au "Gouvernement protecteur" (*Caretaker Government*) pour restaurer la stabilité politique et organiser les élections législatives. Ces élections présidentielles ont finalement eu lieu en février 1960 et le pouvoir étatique a été rendu au gouvernement élu. En raison d'une grave crise politique touchant tout le pays, l'armée en a pris prétexte pour faire un coup d'état qui porte au pouvoir un "Conseil révolutionnaire" (*Revolutionary Council*) le 2 mars 1962. Vers la fin du mois d'avril, le "Conseil révolutionnaire" déclare que la voie birmane pour le Socialisme (*Burmese Way to Socialism*) serait le programme de construction de la Nation. ⁶

Le dirigeant des forces armées a par la suite fondé le Parti du programme socialiste de Birmanie (*Burma Socialist Programme Party*) (BSPP) en juillet 1962, pour mener la révolution socialiste au Myanmar. On met alors fin aux règles du Conseil révolutionnaire lorsque la nouvelle constitution est promulguée et que l'on a tenu les élections législatives pour restaurer le gouvernement constitutionnel en 1974. Depuis janvier 1974, le Tatmadaw a accepté les mesures politiques du chef du Parti du programme socialiste de Birmanie. Puis, le 18 septembre 1988, la junte a pris à nouveau le contrôle de l'État sous le nom de "Conseil de Restauration de l'Ordre et de la Loi Étatique" (*State Law and Order Restoration Council, SLORC*), avant d'être rebaptisé "Conseil de Développement et de la Paix étatique" (*State Peace and Development Council, SPDC*) le 15 novembre 1997.

Comme les plans de Maung Maung se sont avérés inefficaces, l'armée a décidé de formuler une autre doctrine militaire plus performante, inspirée des conseils du Parti communiste chinois avec qui elle vient à peine de contracter une alliance politique. Au début de l'année 1961, en accord avec la décision du Bureau de l'état-major, la direction des services militaires s'est chargée d'améliorer les programmes d'entraînement de ses officiers ainsi que de ses soldats. Elle met aussi en place l'étude et la recherche d'un programme de défense nationale, d'une doctrine militaire et d'une stratégie en cas de menaces extérieures comme intérieures. Ceci comprend l'analyse de la situation de politique intérieure et internationale, des études sur les sources potentielles de conflit, la collecte d'information pour le programme stratégique et la définition de routes possibles en cas d'invasions étrangères.

Lors de la conférence du Tatmadaw de 1962, le bureau de l'Etat-major a rapporté un document mis en place sur les principes de la guerre antiguérilla et la proposition de les enseigner dans les écoles militaires. Un an plus tard, lors d'une nouvelle conférence militaire en 1963, les représentants des commandes régionales ont présenté leur point de

vue sur les opérations anti-insurrectionnelles.

La troisième phase de développement de la doctrine militaire s'est déroulée en septembre 1988 lorsque le "Conseil de la Restauration de l'Ordre et de la Loi étatique" a été créé. Le chef des forces armées a mis à jour la doctrine et la stratégie militaires pour moderniser le Tatmadaw. Cette décision peut s'expliquer par la menace extérieure, notamment celle des Américains dont les navires ont pénétré dans les eaux territoriales du Myanmar sans le consentement du gouvernement en 1988. En conséquence la junte militaire a construit un gouvernement dont elle est l'élément central associé à un parti militaire, le SLORC (*State Law and Order Restoration Council*) rebaptisé plus tard SPDC (*State Peace and Development Council*). Vers le début des années 2000, suite à la mondialisation grandissante, l'armée a dû s'adapter aux situations politiques et économiques nouvelles et protéger le Myanmar tout en lui permettant de se développer. De nouvelles interventions s'opèrent pour moderniser le Myanmar⁷.

Les interventions militaires durant la période 2000s-2010s

Le monopole militaire sur la politique et l'économie

La junte militaire a tenté d'implanter de nouvelles ressources agricoles susceptible d'augmenter les recettes de l'Etat et de développer économiquement le pays. Elle est d'ailleurs prête à passer par l'économie souterraine, dont la drogue, qu'elle considère comme un marché légal au détriment de la réglementation de l'ONU. Premier producteur et exportateur d'héroïne au monde, le Myanmar est aussi une pomme de discorde entre l'Union européenne et l'Association des nations du Sud-Est asiatique. Ces derniers sont des adeptes d'un "engagement constructif" avec ce pays, en dépit des sanctions américaines et européennes décrétées contre la junte et les multiples violations des droits de l'homme qui y sont régulièrement dénoncées. L'attitude démocratique de l'Union Européenne et de l'ONU met un frein à l'enjeu d'investissements économiques formidables de la Birmanie dont elles désapprouvent le régime dictatorial.⁸

Le Myanmar est également le deuxième pays producteur d'opium au monde. Sa culture ainsi que sa consommation sont en constante augmentation dans le pays, ainsi que dans les pays voisins.⁹ L'opium est le produit d'exportation qui engrange le plus de bénéfices à l'Etat

puisque 97% de la production d'Asie du Sud-Est est effectuée dans le pays. La plus grande partie, 92% sont issus de l'État Shan, une région économiquement pauvre située dans l'est de la Birmanie pour laquelle la production de pavot à opium serait donc la seule source de revenus pour les paysans. La situation économique catastrophique du pays pousse les paysans à cultiver davantage cette plante. Par ailleurs, certains analystes pensent que le prix du thé serait contrôlé par les autorités et donc tiré vers le bas dans certaines régions afin que la culture du pavot à opium soit favorisée dans les régions surveillées par l'armée.

La culture de l'opium sert aux rebelles, mais elle bénéficie également aux forces militaires. En effet, ces dernières seraient au cœur de la production et du trafic qui se déroule en Birmanie. Au départ, les principaux trafiquants de drogues se sont rapprochés de l'armée afin de faciliter la circulation de stupéfiants en échange de pots de vin et d'investissements dans les entreprises militaires. L'armée serait donc corrompue. Depuis 2011, cette drogue voit sa culture augmenter en masse dans les régions de Chiwpwi dans l'Etat Kachin, ainsi que dans la région de Nampaka située dans l'Etat Shan, des territoires contrôlés par l'armée. De plus, alors que les minorités ethniques du clan Shan font en sorte que la production d'opium soit stoppée dans leur région, le gouvernement militaire autorise les forces de sécurité à cultiver cette même plante sur les terres confisquées, faisant d'elles un acteur majeur dans la production. Enfin, en plus de contrôler la production et le trafic d'opium, le gouvernement impose également des impôts sur la plantation de cette plante¹⁰.

Suite au gouffre financier qui marque l'économie du pays, le gouvernement décide d'ouvrir le pays aux investissements étrangers qui commencent à arriver dès 1988. C'est une façon pour les militaires de maîtriser la population par le contrôle des flux d'argent dans le pays. Dans cette même période, des magasins de la DSI (*Defence Service Institute*), réservés aux familles militaires, ouvrent dans les grandes villes. Ces derniers profitent de leur statut avantageux (exemptés de taxes et d'impôts) pour devenir la première société d'import-export du pays tout en possédant d'importantes ressources telles que des hôtels, des banques, des compagnies maritimes ou encore des entreprises de construction. Ces ressources, toujours réservées aux militaires, leur procurent d'énormes avantages puisqu'elles ne sont pas jugées comme appartenant à l'État et sortent donc du contrôle du parlement. Les banques ainsi que les industries sont nationalisées, aucune nouvelle entreprise ne peut être créée et le riz doit être vendu à l'Etat par les agriculteurs. Par conséquent, l'économie est massivement dominée par les acteurs publics. La junte militaire se bâtit un véritable empire financier et son contrôle sur le pays fait d'elle le principal employeur. Depuis 1963, la junte militaire utilise l'économie du Myanmar à son profit mais, depuis 1988, elle s'empare également des investissements étrangers. L'économie est donc totalement contrôlée par l'Etat qui, de ce fait, contrôle également la population.

Le pouvoir de l'armée sur la population

Dans les années 1980, le Myanmar connaît une crise économique importante. Le gouvernement se voit contraint de dévaluer la monnaie nationale. De ce fait, cette dernière perd de sa valeur de la monnaie et entraîne le mécontentement de la population qui voit son pouvoir d'achat diminuer. Un ancien général de l'armée admet que le gouvernement souhaite regagner la confiance du peuple en cachant la vérité à la population afin de ne pas l'inquiéter. Même si la population se révolte, l'armée considère qu'il est de son devoir de contrôler les agissements de la population et de les sanctionner. Celle-ci revendique une démocratie parlementaire afin de résoudre les problèmes économiques du pays. C'est dans cette même période qu'Aung San Suu Kyi intervient pour revendiquer la démocratie.

La presse du Myanmar est totalement bridée par le gouvernement. Ludu Daw Ahmar s'exprime d'ailleurs au sujet du contrôle du pouvoir militaire sur son métier de journaliste : *“Dans le journalisme, la situation est dramatique. Je me demande même si on peut encore parler de journalisme. Les journaux ne parlent que des militaires.”*¹¹ Une censure que les journalistes birmans tentent de contourner par l'utilisation de citations étrangères, relatives aux grands faits historiques afin de signaler leur situation. Le journaliste U Thaung a été emprisonné par le gouvernement militaire dans les années 1980 pour espionnage. Ce dernier n'a jamais obtenu l'accord de publier ses interviews dans les journaux.

L'armée surveille strictement la population et la réprimande sévèrement en cas de faux pas. Le niveau de surveillance est tel que les déplacements de chaque personne présente sur le territoire, quelle que soit sa nationalité (birmane ou touriste étranger) doit être connue de l'Etat, ainsi que sa localisation le soir. L'armée a également imposé un couvre-feu depuis 1988 et s'autorise un contrôle de la population dans les habitations une fois la nuit tombée. Une répression stricte s'impose. En cas de manifestation ou d'acte commis à l'encontre du régime dictatorial, les sujets sont interpellés et se voient parfois forcés de fuir le pays tout en s'inquiétant pour leurs familles qu'ils laissent derrière eux et qui peuvent être persécutés.

L'organisation GONGOS (Government Organized NGOs) fait partie des “organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement” dont les deux objectifs sont la promotion de la santé et l'écrasement des “éléments destructeurs”. Les membres de cette organisation mettent en place des travaux forcés pour le compte de l'Etat, notamment des travaux de rénovation et de nettoyage. De plus, ils mènent régulièrement des quêtes qu'ils nomment “contributions volontaire” aux domiciles des habitants. Ces derniers offrent des dons aux membres de l'organisation afin de bénéficier de leur service, mais également afin

d'éviter les ennuis extrêmement préjudiciables tel que l'échec aux examens, la perte d'emploi ou encore la persécution politique.

La population est également surveillée par des agents des services secrets habillés en civils postés dans tous les lieux publics de la ville. Lorsqu'un civil entre en contact avec un étranger, il subit un véritable interrogatoire sur les conversations échangées. La délation étant une obligation pour la population, dans le milieu privée ou professionnel, cette dernière se voit paralysée par la peur d'être dénoncée. La religion bouddhiste, principale religion du pays, est aussi placée sous le contrôle du gouvernement. Par ailleurs, ce dernier offre de nombreux présents et dons aux moines afin de les soudoyer. Le gouvernement espionne également les conversations téléphoniques de la population ainsi que les faxes et les ordinateurs en réseau par le biais d'un nouveau service créé par le ministère de la défense : "Directorate of Defence Services Computer" (DDSC) plus communément appelé "Cyber Warfare Department". Cet espionnage permet notamment d'arrêter les opposants au régime. Ces dernières années, le gouvernement a également interdit tous les logiciels de courrier électronique comme Yahoo, Gmail et Skype. Il contrôle également tous les moyens de diffusion de l'information et de ce fait bride également la liberté d'expression.

L'Etat considère que la population entière lui appartient et qu'elle peut s'en servir pour faire ce que bon lui semble. La vie de la population ne semble pas avoir grande importance pour la junte militaire. Aussi, elle considère que les enfants du pays appartiennent à l'Etat et que de ce fait, elle peut les enrôler dans le corps de l'armée. Alors qu'auparavant, l'armée refusait la moitié des candidats afin de conserver une image d'élite, à partir de 1988 elle accepte le maximum de recrues afin de se déployer dans les villes pour en contrôler les populations. De ce fait, les rangs de l'armée ont considérablement augmenté, passant de 180 000 hommes en 1988 à près de 500 000 en 2008. Des campagnes de recrutement massif se déroulent dans les campagnes pauvres pendant lesquelles, l'armée n'hésite pas à enrôler de jeunes enfants âgés de 14 ans, voire moins, pensant les rendre loyaux dès leur très jeune âge. La réussite de ce recrutement massif d'enfants est dû au chantage, notamment sous la menace de la prison en cas d'absence de carte d'identité. Les militaires sont eux-mêmes récompensés pour chaque nouvelle recrue embrigadée avec des rations de riz ou de l'argent. La vie des enfants soldats est difficile malgré leur jeune âge. Ils n'ont pas de contact avec leur famille et il leur est interdit d'obtenir une permission de sortie et encore moins de démissionner. Les jeunes soldats tentent parfois de fuir l'armée, mais le risque est très élevé. En cas de fuite, les déserteurs sont exécutés une fois retrouvés. Malgré le recrutement massif effectué par la junte militaire, celle-ci évite toutefois de recruter des soldats appartenant à des minorités ethniques en opposition avec le gouvernement militaire.

Les atouts et les limites du “modèle pour la nation” : une voie vers la démocratie ? (2010 -2017)

Une métamorphose progressive ...

Le gouvernement militaire commence à changer en raison de l'accroissement du mécontentement de la population, de la pression exercée par l'ONU pour devenir un pays démocratique, ainsi que de la présence d'Aung San Suu Kyi. En effet, suite à des décennies de règne militaire dans les années 2000, le corps militaire décide de changer de capitale, la déplaçant de Rangoon à Naypyitaw en mars 2011¹². Le président Thein Sein et son gouvernement ont été le moteur de ces changements, ainsi que Aung San Suu Kyi, chancelière de la « Ligue nationale pour la Démocratie ».

La première phase de transition démocratique se déroule entre 2011 et 2014. Il ne s'agit pas seulement d'un changement de régime vers la démocratisation, mais aussi de la libération des prisonniers politiques, moins de censure des médias, l'encouragement de la liberté d'expression pour les groupes ethniques minoritaires et enfin la mise en place du « Comité national des droits de l'Homme ». Il y a toujours une prédominance des militaires, mais à présent Aung San Suu Kyi est autorisée à se réengager en politique après 15 ans de détention. Suite aux réformes des lois électorales, la “Ligue nationale pour la Démocratie” est autorisée à participer aux activités politiques parlementaires.

Le 1er avril 2012, après la dictature de la junte militaire, le parlement reprend les commandes du pouvoir législatif longtemps détenu par les militaires. Thura U Shwe Mann, le porte-parole de la “Ligue Nationale pour la démocratie”, a joué un rôle déterminant. Une transition démocratique fragile s'amorce ; avec des étapes bien précises, dont :

1. “Roadmap to Discipline - flourishing Democracy”, annoncé en 2002 par l'ancien régime.
2. La transition passe par les militaires, elle est donc différente du modèle occidental de transition.

La révision de la constitution de 2008 n'a pas forcément plu aux exigences de l'ONU pour la démocratie. En effet, seuls les militaires disposent du droit de veto sur les modifications proposées pour les amendements constitutionnels. De plus, le système de référendum rend la modification de la constitution impossible et permet donc aux militaires de conserver leur mainmise sur le pays. Par conséquent, le Myanmar reste officiellement une dictature. Les autorités de Myanmar doivent contrer ces difficultés pour entrer dans le droit chemin.

3. Les questions nationales telles que la paix entre les groupes ethniques sont importantes.

L'ancienne question des minorités Rakhine (Arakan) a posé un énorme problème.

Enfin, en 2015, après les élections générales, l'évolution du modèle politique de la junte militaire résume bien les efforts fournis par cette dernière pour changer. Par conséquent, la transition démocratique ne peut pas se résumer à quelque chose de noir ou blanc. Elle est en fait le reflet des grandes préoccupations économiques, sociales, culturelles, historiques et diplomatiques dont les principaux acteurs sont la Junte, les institutions gouvernementales, les partis politiques, les activistes, les groupes ethniques, la communauté religieuse, les agents économiques, la société civile, les citoyens exilés et les individus appartenant à un leadership spécifique¹³.

... mais lente

La génération quatre-vingts huit représente de jeunes militants à l'époque de la rébellion de 1988 à laquelle les militaires ont répondu par des actions fortes. Ils n'hésitent pas à tirer dans le foule. La plupart de ces jeunes militants ont fui en direction des zones frontalières, tandis que des centaines d'autres sont capturés, torturés puis emprisonnés pendant des années, parfois même des dizaines d'années.

Ces jeunes militants aujourd'hui libérés grâce à la politique mise en place par le général Thein Sein se retrouvent afin de parler politique. Ils sont considérés aujourd'hui comme les vétérans de la lutte démocratique, une force pour la société civile et les ONG. Le plus connu d'entre eux est Paw Oo Tun, aussi connu sous le nom de Min Ko Naing, "le conquérant des rois". Ce dernier, accompagné d'autres leaders du moment, passe dans la clandestinité après la répression des militaires. Il est ensuite retrouvé et emprisonné alors qu'il n'a que 26 ans. Il est relâché en 2004, est arrêté à nouveau pour s'être exprimé contre le régime

avant d'être finalement relâché en 2012 suite à une grâce politique. Bien que les années de détention aient laissé des marques sur son corps, elles n'ont en rien entaché son mental et ses idées. Il est d'ailleurs considéré comme la personne la plus influente, juste après Aung San Suu Kyi. Aujourd'hui, parmi les militants de la génération 88, beaucoup sont devenus journalistes ou écrivains. Leur principale motivation est de rendre service au pays via un service public.

Connue sous le nom d'"icône de la démocratie", Aung San Suu Kyi est aujourd'hui considérée comme le leader de la résistance par les militants de la génération quatre-vingt-huit. Si à l'international elle n'est considérée que comme une femme politique, cela n'est pas le cas pour la population birmane qui la considère comme une "bodhisattva", une personne qui a atteint l'état d'éveil dans la religion bouddhiste, et qui vient la délivrer. Le père d'Aung San Suu Kyi, Aung San, ancien militaire partisan du Tatmadaw et leader de la lutte pour l'indépendance, avait signé en 1947 un accord avec les représentants des communautés shan, kachin et chin. Cet accord avait ensuite débouché sur la création d'une constitution fédérale qui avait montré le chemin de l'indépendance à la Birmanie, déclarée le 4 janvier 1948. Une indépendance qu'Aung San n'apas connue car il est assassiné par un rival politique six mois plus tôt, en juillet 1947.

En 1962, le coup d'état militaire mené par le général Ne win abroge l'accord et donc par conséquent la démocratie. Soutenue par plusieurs dirigeants politiques, Aung San Suu Kyi tente de renouveler l'idée de son père, mais elle est très vite contrainte d'abandonner face aux partisans du gouvernement qui la considèrent de traître voulant affaiblir la nation. Le parti d'Aung San Suu Kyi, la "Ligue nationale pour la démocratie" (LND) est très apprécié du peuple birman. Cependant, même si celui-ci a largement remporté les élections législatives partielles de 2012, il n'occupe qu'une faible part des sièges. Les pouvoirs de la chef du parti sont donc très limités¹⁴. Au vu de sa condamnation, le fait qu'Aung San Suu Kyi persiste dans l'idée de rester en Birmanie relève d'une décision personnelle. Si elle quitte le pays, elle ne pourra plus y retourner malgré sa situation vis-à-vis de la politique.

Conclusion

La junte militaire du Myanmar tente de répondre aux exigences de la nation en se présentant comme modèle national. En effet, parmi ses atouts, elle fait partie de l'élite militaire la plus importante d'Asie du Sud-Est au niveau de l'effectif et du matériel, mais elle est également considérée comme faisant partie des plus modernes. Ses actions dans l'histoire du Myanmar ont permis à ce pays de se faire un nom comme un Etat fort dans la communauté internationale, y compris dans le monde géopolitique de l'Asie du Sud-Est.

Cependant, le Tatmadaw doit encore améliorer certains points afin de devenir un gouvernement modèle pour le peuple du Myanmar. En effet, malgré de grandes ressources naturelles, la Birmanie est un pays pauvre dans lequel l'écart de richesse se forme de plus en plus entre la puissance militaire et les civils. Cela s'explique en partie par les nombreux privilèges, ainsi que l'accès à certaines institutions telles que les hôpitaux ou les écoles que s'octroie l'armée au détriment de sa population. De plus, si l'armée est sévère envers son peuple, c'est parce qu'elle a peur de l'ennemi extérieur dû à la colonisation. Désormais, la mondialisation constitue une nouvelle menace pour la préservation du pouvoir. Elle craint également la présence d'ennemis intérieurs. En effet, il existe encore des minorités ethniques qui tentent de résister à l'armée birmane dont les Rohingyas. Le gouvernement tente donc de les convaincre par une propagande construite autour d'une idéologie d'"unité nationale".

Le peuple du Myanmar peut-il accorder une confiance totale envers la junte militaire ? Même si l'armée dit agir pour le bien du pays et de son peuple, la population ne souhaite-t-elle pas avoir une part d'indépendance afin d'agir par elle-même pour l'intérêt général ? C'est ce que demande Aung San Suu Kyi lorsqu'elle prône la démocratie en mobilisant des militants, dont ceux de la génération quatre-vingt-huit. Aung San Suu Kyi et la génération quatre-vingt-huit sont à ce jour le seul moyen de sauver la Birmanie et ses habitants. Cependant, cela signifie que ces individus doivent se confronter à la junte militaire et à son pouvoir. Le seul fait de s'adresser à Aung San Suu Kyi, symbole de la résistance birmane, était un acte passible de prison jusqu'à ce qu'elle occupe le poste de ministre des affaires étrangères en 2016. Affronter l'armée du Myanmar est donc un risque non négligeable autant pour eux que pour la population. Cependant, Aung San Suu Kyi est la fille d'un ancien général partisan du Tatmadaw et est donc liée indirectement dans le réseau de la junte militaire via son père.¹⁵ En ce cas, ne fait-elle pas partie de l'élite militaire, considérée comme "modèle de la nation" ? Le fait d'avoir vécu dans le milieu militaire n'a-t-il pas aujourd'hui influencé ses idées ?

Notes

¹Jean-Clause COURDY, « Birmanie (Myanmar) La mosaïque inachevée », Éditions Belin, La Documentation française, septembre 2004

²Maung Aung Myoe, « Building the Tatmadaw : Myanmar Armed Forces since 1948 », Singapore : Institute of Southeast Asian Studies, 2009, 254p.

[3](#) Pascal ARCARO, Loïs DESAINE, « La junte birmane contre l'« ennemi intérieur » », L'Harmattan, 2008

[4](#) Christina FINK, « Living Silence : Burma under military rule », Zed Book, 2001

[5](#) Bertil LINTNER, « Birmanie : concession tactique ou début de démocratisation ? », alternatives sud, vol. 19-2012 / 107, 2012, <http://www.cetri.be/IMG/pdf/11-2.pdf>

[6](#) Zoltan BARANY, « Armed Forces and Democratization in Myanmar : Why the U.S. Military Should Engage the Tatmadaw », CSIS Center For Strategic & International Studies, September 13th, 2016, <https://www.csis.org/analysis/armed-forces-and-democratization-myanmar-why-us-military-sould-engage-tatmadaw>

[7](#) Maung Aung Myoe, *Building the Tatmadaw : Myanmar Armed Forces since 1948*, Singapore : Institute of Southeast Asian Studies, 2009, 254p.

[8](#) Francis CHRISTOPHE, *Birmanie, la dictature du pavot*, Éditions Philippe Picquier, avril 1998

[9](#) Dominique CETTOUR ROSE, « La Birmanie, deuxième producteur d'opium de la planète », 2013, <http://geopolis.francetvinfo.fr/la-birmanie-deuxieme-producteur-dopium-de-la-planete-27625>

[10](#) Sébastien ACHAUME, « En Birmanie, l'armée est au cœur du trafic de drogue », 2014, <http://www.info-birmanie.org/en-birmanie-larmee-est-au-coeur-du-traffic-de-droque/>

[11](#) Grégory COHEN, Manon OTT, *Birmanie rêves sous surveillance*, Paris, Autrement, 2008

[12](#) Clara RAUTENBACH, « Un an après la transition démocratique, où en est la Birmanie d'Aung San Suu Kyi ? », *Diplo-mates*, 2 mars 2017, <http://www.diplo-mates.com/single-post/2017/03/02/Un-an-après-la-transition-démocratique->

où-en-est-la-Birmanie-dAung-San-Suu-Kyi-

[13](#) Renaud EGRETEAU, François ROBINNE, « Metamorphosis : Studies in social and political change », *IRASEC Series on Contemporary Asia*, Singapore : NUS Press, 2015, 428pp.

[14](#) Bertil LINTNER, « Birmanie : concession tactique ou début de démocratisation ? », *alternatives sud*, vol. 19-2012 / 107, 2012, <http://www.cetri.be/IMG/pdf/11-2.pdf>

[15](#) Ravi VELLOOR, « Aung San Suu Kyi's heavy burden », *The Straits Times*, 31 March, 2017, <http://www.straitstimes.com/opinion/suu-kyis-heavy-burden>

Références

ACHAUME Sébastien, « [En Birmanie, l'armée est au cœur du trafic de drogue](#) », Info Birmanie, 20 novembre 2014.

ARCARO Pascal et DESAINE Loïs, *La junte birmane contre l'« ennemi intérieur »*, L'Harmattan., 2008.

BARANY Zoltan, « [Armed Forces and Democratization in Myanmar: Why the U.S. Military Should Engage the Tatmadaw](#) | Center for Strategic and International Studies », *CSIS Center For Strategic & International Studies*, 13 septembre 2016.

LINTNER, Bertil, « [Birmanie : concession tactique ou début de démocratisation ?](#) », 19-2012, 2012.

CETTOUR ROSE Dominique, « [La Birmanie, deuxième producteur d'opium de la planète](#) », Geopolis, France-Info.

CHRISTOPHE Francis, *Birmanie, la dictature du pavot*, Éditions Philippe Picquier., 1998.

COHEN Grégory et OTT Manon, *BIRMANIE rêves sous surveillance*.

CollectifHameb2, *Birmanie : la dictature de l'absurde*, 2014.

COURDY Jean-Claude, *Birmanie (Myanmar) La mosaïque inachevée*, Éditions Belin., coll. La

Documentation française, 2004.

EGRETEAU Renaud, « Birmanie : l'armée referme le jeu politique ».

EGRETEAU Renaud et ROBINNE François, *Metamorphosis : Studies in social and political change*, Singapore : NUS Press., Coll. IRASEC Series on Contemporary Asia, 2015.

FARRELLY Nicholas, « Discipline without democracy: military dominance in post-colonial Burma », *Australian Journal of International Affairs*, 67-3, 1 juin 2013, p. 312-326.

FINK Christina, *Living Silence : Burma under military rule*, Zed Book., 2001.

FRÉCON Éric, « [Perceptions et réalités de l'autoritarisme dans le Sud-Est asiatique](#) », *Le Monde diplomatique*, 1 octobre 2016.

Harold Thibault, « [En Birmanie, l'étrange cohabitation des nouveaux députés et des militaires](#) », *Le Monde.fr*, 1 février 2016.

HOLMES Oliver, « Myanmar's military elite and drug lords run £20bn jade trade, report says », *The Guardian*.

Johnson John Asher, *Role of the Military in Underdeveloped Countries*, Princeton University Press, 2015.

Lee Terence, *Defect or defend: military responses to popular protests in authoritarian Asia*, 2015.

MAUNG Aung Myoe, *Building the Tatmadaw : Myanmar Armed Forces since 1948*, coll.« Singapore : Institute of Southeast Asian Studies », 2009.

McCOY Clifford, « Myanmar's losing military strategy ».

Ministry of Information, « The Constitution of Burma of 2008 ».

RAUTENBACH Clara, « [Un an après la transition démocratique, où en est la Birmanie d'Aung San Suu Kyi ?](#) », *Diplo'mates*, 2 mars 2017.

SELTH Andrew, *Burma's Armed Forces: Power Without Glory*, Eastbridge., 2002.

SMITH Amy et SMITH Matthew, *Myanmar : Scrap Plan to Arm Civilians in Rakhine State*,

Fortify Rights, 2016.

VELLOOR Ravi, « [Aung San Suu Kyi's heavy burden](#) », Opinion News & Top Stories, *The Straits Times*, 31 mars 2017.

WILLNER Ann Ruth, « Perspectives on Military Elites as Rulers and Wielders of Power », *Journal of Comparative Administration*, 2-3, 1 novembre 1970, p. 261-276.